

*Le Chef du Service de la
Correspondance Présidentielle*

Monsieur Xavier GASSELIN

Paris, le 09 juillet 2013

Monsieur,

Le Président de la République a bien reçu le courrier par lequel vous lui faites part de vos inquiétudes concernant la situation en République Centrafricaine.

Monsieur François HOLLANDE m'a confié le soin de vous assurer de toute l'attention portée à votre démarche et à vos préoccupations.

En réaction à l'insécurité et à la violence grandissante en Centrafrique ainsi qu'aux violations des droits de l'Homme commises par les groupes armés que les autorités n'ont pas les moyens de contrôler, la France a rappelé dans plusieurs déclarations du Conseil de Sécurité des Nations unies la nécessité que l'ordre soit rétabli et que les auteurs de violations de droits de l'Homme seraient poursuivis par les juridictions compétentes.

La France reste également préoccupée par la dégradation de la situation humanitaire en Centrafrique. L'insécurité actuelle entrave l'action des organisations humanitaires internationales que nous soutenons. En 2013, nous avons versé une première tranche d'aide alimentaire de 900 000 euros, visant les populations les plus fragiles, et nous avons mis en œuvre une aide humanitaire d'urgence de 145 000 euros à travers l'hôpital communautaire de Bangui et le centre de santé de la Croix Rouge. La France poursuivra ses efforts au bénéfice direct de la population à travers des projets menés avec la société civile et les Organisations Non Gouvernementales.

Enfin, la France soutient les efforts de la région d'Afrique centrale et de l'Union africaine pour mettre en place une transition politique en Centrafrique et continuera à plaider dans les enceintes internationales afin que cette crise ne soit pas oubliée et que d'autres partenaires s'engagent en faveur de ce pays.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Patricia JANNIN

Lettre envoyée au Président de la République Française :

Collectif Centrafricain



Association des Centrafricains de la diaspora en France «Touche pas à ma Constitution ».

Défenseur des valeurs Constitutionnelles et des Droits de l'Homme.

Enregistré par la Préfecture Haute Garonne sous le N°W313017876.

81, rue Saint- Roch- BP 74184 31031 Toulouse cedex (France).

Mail: collectifcentrafricain@yahoo.fr

A

**Son Excellence François Hollande Président de la République Française
Palais de l'Élysée 55, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.**

Objet : Demande d'audience relative à la crise Centrafricaine.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Depuis le coup de force que la République Centrafricaine a connu en date du 24 mars 2013, permettant la prise de pouvoir par la force de coalition de la SELEKA.

Compte tenu des différents cas de violations des droits de l'homme qui s'opèrent en République Centrafricaine, constatons par ailleurs, aussi un silence très interrogatoire de la part de la Communauté Internationale au sujet de cette crise.

Nous, les membres du collectif « Touche pas à ma Constitution » une Association militante des droits de l'homme et des valeurs constitutionnelles en République Centrafricaine à l'insigne honneur de solliciter une audience auprès de votre haute personnalité afin d'exposer éventuellement une demande d'une intervention militaire Française avec un mandat du Conseil de Sécurité pour sauver la population civile qui vit actuellement dans un climat de catastrophe humanitaire.

Monsieur le Président certainement votre politique de respect des valeurs humaines et notamment de la culture des règles de la démocratie ne laisse aucun doute sur le bien-fondé d'une telle demande.

Nous vous prions votre Excellence Monsieur le Président de la République Française, de bien vouloir recevoir l'expression de notre déférente considération.

Fait à Paris le 1^{er} Juillet 2013

Pour le collectif son Représentant en France

Godfroy- Luther GONDJE- DJANAYANG

Ampliation : la presse